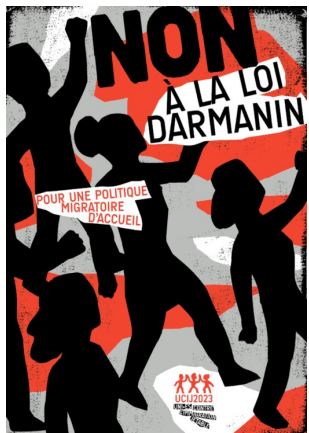


**Samedi 25 mars 2023 mobilisation nationale
contre le projet de loi asile et immigration
Pour une politique d'accueil et non d'enfermement !**



**A Orléans
Rassemblement
15h place de la
république
à l'appel du collectif COLERE**

**Ensemble, contre la négation
des droits fondamentaux des migrants.
Contre l'immigration jetable.
Contre la machine à expulser.
Pour la fermeture des
centres et locaux
de rétention.**

Le COLlectif contre les Expulsions et la REtention (COLERE) rassemble des organisations associatives, syndicales, politiques et collectifs d'Orléans, du Loiret et de la région : Abraysie Ouverte, AGPO, ASTI, ATTAC, BDS, Cercle de silence, CGT, la Cimade, COJIE, Collectif antifasciste Orléans, Collectif Immigrés du Montargois, Collectif sans-papiers 41, FI, Forum des Droits humains, FSU, France-Palestine 45, LDH, MAN, NPA, Offensive féministe, PCF, RESF, Solidaires Loiret, Sud-Education, UCL, UJFP, UNEF...

Ne pas jeter sur la voie publique

Appel de l'Ucij 2023 - Uni-es contre l'immigration jetable :

Nous refusons le nouveau projet de loi asile et immigration !

Appel pour une politique migratoire d'accueil

Le 25 mars partout en France contre la loi Darmanin !

Ensemble, contre la négation des droits fondamentaux

Le nouveau projet de loi Asile et Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es.

Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF (obligation de quitter le territoire de la France) et des IRTF (interdiction de retour), dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centres et Locaux de Rétention Administrative.

Ensemble, contre la machine à expulser et l'immigration jetable

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits « en tension ».

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger-es, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints.

Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique...

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger-es sont de plus en plus précarisés.

**L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement :
chômage, retraites, logement, santé...**

En 2006 déjà, nous étions uni-es contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger-es en France sont considéré-es comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir.

LE 25 MARS PARTOUT EN FRANCE CONTRE LA LOI DARMANIN !